



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DES FORÊTS

VINGTIÈME SESSION

Rome (Italie), 4-8 octobre 2010

LA BIODIVERSITÉ DES FORÊTS, LES FEUX ET L'EAU DANS LE CONTEXTE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Santé des forêts et feux de forêts dans le contexte du changement climatique

INTRODUCTION

1. Le changement climatique pose de nouveaux problèmes en matière de gestion durable des forêts. Les évolutions des régimes de température et des régimes hydriques du sol rendent les écosystèmes forestiers vulnérables aux insectes, aux agents pathogènes et aux espèces envahissantes. Les accumulations de biomasse forestière morte ou mourante à la suite d'incendies accroissent la fréquence et l'intensité des feux. Outre la dévastation écologique et les pertes économiques engendrées par les feux d'intensité extrême, on observe une augmentation des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre, qui représentent ainsi une part importante des émissions imputables aux forêts. Par conséquent, l'adaptation de la gestion des forêts au changement climatique nécessite notamment une stratégie explicite visant à combattre les insectes, agents pathogènes, espèces envahissantes et incendies non souhaités qui menacent les forêts. Par ailleurs, les stratégies nationales destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts doivent intégrer la lutte contre les insectes, les agents pathogènes, les espèces envahissantes, les incendies et les autres menaces qui compromettent la résistance des forêts.

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

SANTÉ DES FORÊTS – UNE PREMIÈRE LIGNE DE DÉFENSE DANS LA LUTTE CONTRE LES ÉMISSIONS DUES AU RECUL DES FORÊTS

2. De nouveaux facteurs menaçant les forêts, comme les insectes, les agents pathogènes et d'autres espèces envahissantes, apparaissent en raison de l'essor des échanges internationaux et de l'exploitation de nouveaux débouchés commerciaux. La modification des habitats et les mouvements internationaux accrus des ravageurs associés au commerce des plantes, des produits végétaux et d'autres éléments comme des emballages, du sol, des équipements industriels et des bagages ont contribué à la diffusion des ravageurs. La gestion des espèces nuisibles et la prévention de leur diffusion permettent de maintenir la bonne santé des forêts, tout en atteignant les objectifs de gestion durable.
3. Le changement climatique local peut accroître la capacité de ces ravageurs de s'installer dans de nouvelles zones. Compte tenu des phénomènes météorologiques extrêmes qui menacent les forêts, il est encore plus urgent de résoudre les problèmes liés à leur santé.
4. L'organe directeur de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), la Commission des mesures phytosanitaires (CMP), adopte les Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) pour aider à prévenir l'introduction et la diffusion de ravageurs tout en facilitant les échanges. La CIPV compte actuellement 173 parties contractantes (États membres). Afin d'atteindre les objectifs de cette convention, la plupart des gouvernements ont mis en place leur propre organisation nationale de la protection des végétaux (ONPV) en vue de préserver les ressources naturelles, notamment les forêts, contre l'introduction, l'entrée et l'installation d'organismes nuisibles.
5. Historiquement, les ONPV s'occupent essentiellement des cultures agricoles. Ces dernières années, cependant, les ravageurs forestiers sont devenus une préoccupation plus importante, et une communication accrue entre le secteur forestier et les ONPV est devenue nécessaire. Le secteur forestier a un rôle vital à jouer dans l'élaboration et l'application des normes phytosanitaires. Les acteurs impliqués dans la culture, la récolte, la transformation, le stockage, la deuxième transformation et la finition des produits forestiers peuvent tous tirer parti de la compréhension de la nature de la CIPV et des activités des ONPV.

PROJET DE GUIDE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES NORMES RELATIVES À LA FORESTERIE

6. Le langage réglementaire des NIMP s'adressant aux experts phytosanitaires, des descriptions de ces normes en langage courant peuvent être utiles aux forestiers. La FAO coordonne une activité multilatérale visant à préparer le *Guide pour la mise en œuvre de normes phytosanitaires dans le secteur forestier*, qui propose des directives claires et concises sur les pratiques en matière de santé des forêts et des suggestions pour améliorer leur application au niveau national¹. La finalisation, l'adoption et la mise en œuvre de ce guide constitueront une première ligne de défense importante contre les organismes nuisibles et les maladies de la forêt, limitant ainsi certaines des menaces générées par les incendies et les émissions accrues de gaz à effet de serre. Toutes les mesures de défense de première ligne en matière de gestion des forêts doivent être absolument considérées par les gestionnaires forestiers comme des contributions importantes à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets.

¹ Le projet de guide a été élaboré par le biais d'un processus consultatif impliquant un groupe international composé de scientifiques, d'autorités phytosanitaires et de représentants du secteur forestier, appuyés par le Secrétariat de la CIPV à la FAO. Ce document a été soumis à deux cycles d'examen auxquels ont participé plus de 100 personnes de 44 pays. Ses messages clés seront intégrés à des documents de formation et testés sur le terrain dans des pays en développement, sous l'égide des réseaux sur les espèces envahissantes des forêts et des commissions régionales des forêts. À sa cinquième session, qui s'est tenue à Rome en mars 2010, la Commission des mesures phytosanitaires (CMP) s'est félicitée de cette initiative.

LUTTER CONTRE LES FEUX DE FORÊT NON SOUHAITÉS AFIN DE RÉDUIRE LES ÉMISSIONS

7. Le risque d'incendie de forêt est exacerbé par les changements climatiques. Bien qu'il n'existe pas de chiffres précis relatifs aux émissions dues aux feux de végétation, ceux-ci sont l'une des principales sources de gaz à effet de serre: ils représentent presque 20 pour cent des émissions totales découlant d'activités humaines. La lutte contre les incendies de végétation en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre doit être une partie fondamentale des programmes REDD-plus et être incluse dans leurs composantes intéressant le suivi, l'établissement de rapport et la vérification.

8. La Réunion ministérielle de la FAO sur les forêts et le Comité des forêts à sa dix-septième session, en mars 2005, ont appelé l'Organisation à élaborer, en collaboration avec les pays et les partenaires internationaux, notamment la SIPC², une stratégie visant à améliorer la coopération internationale en matière de lutte contre les incendies, à faire progresser les connaissances, à améliorer l'accès à l'information et aux ressources, et à examiner de nouvelles approches pour la coopération à tous les niveaux. Ils ont également demandé la mise au point de directives volontaires sur la prévention et l'élimination des feux de forêts, ainsi que sur le relèvement après ce type d'événement.

9. Les sessions suivantes du Comité des forêts ont demandé à la FAO:

- de renforcer son rôle dans la lutte contre les incendies^{3,4};
- de concourir à l'amélioration de la lutte contre les incendies grâce à la mise en œuvre de directives⁵ et d'approches communautaires⁶;
- de mettre en place des actions aux niveaux régional et sous-régional par le biais de réseaux régionaux⁷ et nationaux ainsi que des commissions régionales des forêts et de leurs groupes de travail⁸ sur la protection contre les incendies;

² Élément central des Nations Unies pour la Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles.

³ À la suite de la demande du Comité des forêts, la FAO a élaboré un programme sur la gestion des feux de végétation fondé sur une évaluation mondiale des incendies et une étude de la coopération internationale dans le domaine de la protection contre les feux (2006).

⁴ En tant que membre du Comité international de liaison, la FAO a concouru à l'organisation de la quatrième Conférence internationale sur les incendies de forêt à Séville, en Espagne (2007), et participe activement à la planification de la cinquième conférence de ce type, qui se déroulera en Afrique du Sud en 2011.

⁵ Une stratégie visant à améliorer la coopération internationale sur les incendies de forêt a été élaborée et comporte quatre composantes, notamment les Directives volontaires sur la lutte raisonnée contre les feux d'espaces naturels, désormais disponibles dans les six langues de la FAO (des traductions sont en cours vers plusieurs autres). Une autre composante, l'Alliance pour les actions en gestion des feux, a été mise en place afin de promouvoir l'utilisation des Directives.

⁶ Des ateliers régionaux de formation à la gestion communautaire des incendies ont été organisés en Indonésie et en Chine (2007-2008) et un atelier national a eu lieu en Éthiopie (2009).

⁷ La FAO a apporté son appui aux réseaux suivants: le Groupe consultatif chargé des incendies de forêt, les réseaux régionaux de gestion des incendies de la SIPC et le groupe de travail sur les incendies de forêt de « Silva Mediterranea ». Avec l'aide du Corpo Forestale dello Stato (Italie), la FAO a commencé à établir un réseau sur la gestion des incendies au Proche-Orient (2009).

⁸ Sur la base des Directives, une méthodologie a été formulée pour l'élaboration de plans d'action nationaux relatifs à la gestion des incendies lors d'ateliers nationaux et régionaux ainsi qu'un manuel de référence pour les réviseurs des cadres juridiques nationaux relatifs à la gestion des incendies. Cette méthodologie a été appliquée dans des ateliers régionaux à Cuba, en Indonésie, en Thaïlande et à Trinité-et-Tobago (2007-2009).

- d'aider au renforcement des capacités en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, notamment pour réduire les émissions dues à la déforestation⁹.

10. La préoccupation mondiale que suscite le changement climatique a mené à la conclusion d'un accord à la Conférence de Copenhague des Nations Unies (décembre 2009) sur les programmes ayant trait à la réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD-plus). Ces programmes ne concernent pas spécifiquement les feux de végétation et, bien que ces incendies ne soient pas la principale source de gaz à effet de serre, leur importance ne peut être négligée. La prévention et l'élimination des incendies de forêt ainsi que la remise en état des zones brûlées doivent être mises en avant dans les programmes nationaux relevant de REDD-plus.

LUTTER CONTRE LES FEUX DE FORÊT NON SOUHAITÉS AFIN DE PROTÉGER LES BIENS

11. Avec le réchauffement de la planète, la vulnérabilité accrue des paysages détériorés dépendant du feu et l'expansion de l'interface entre les espaces sauvages et urbains ont multiplié les feux et renforcé leur impact. Les recherches portant sur des incendies géants concluent qu'une politique, une planification et des pratiques de gestion appropriées au niveau des paysages sont essentielles pour réduire l'impact négatif de ces événements, en particulier sous des climats chauds et secs. Des climats plus chauds et plus secs accroîtront ces risques pour de nombreuses forêts et autres types de végétation. Les incendies géants qui ont eu lieu récemment aux États-Unis, en Grèce, en Australie et en Russie ont un énorme coût social, économique et environnemental, bien que davantage de ressources financières et technologiques soient dévolues à ce problème.

12. Très souvent, les lois, politiques et plans relatifs à la gestion des terres sont en contradiction avec les actions nécessaires pour prévenir les feux de végétation non souhaités. Les activités de gestion des forêts comme les éclaircies, le brûlage contrôlé et les coupes sélectives sont essentielles pour atténuer les menaces des incendies géants. C'est pourquoi il est crucial d'intégrer la gestion des incendies à la planification et aux politiques plus larges relatives à la gestion des paysages. Cela correspond aux recommandations générales de réduction des catastrophes, y compris celles qui n'ont pas trait aux incendies, qui insistent sur la nécessité d'inclure la gestion des risques de catastrophe dans des approches plus larges des paysages.

⁹ Depuis 2005, la FAO a également mis en œuvre les projets suivants afin d'aider au renforcement des capacités relatives à la gestion des incendies:

- projets de coopération technique au Botswana, en Bulgarie, au Cap-Vert, en Croatie, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, au Guatemala, au Nicaragua et au Zimbabwe;
- projets de programmes de coopération avec le gouvernement syrien (phases I et II);
- projets d'urgence au Liban et au Nicaragua (4);
- projet de fonds fiduciaire international au Maroc (phases I et II).

POINTS À EXAMINER

13. Le Comité souhaitera peut-être:

- approuver le *Guide pour la mise en œuvre de normes phytosanitaires dans le secteur forestier* (<http://www.fao.org/forestry/56879/en/>) – une « Étude FAO: Forêts » destinée à fournir des directives sur les pratiques qui limitent autant que possible la prévalence et la diffusion des organismes nuisibles sans avoir d'incidence sur le commerce;
- encourager la FAO et ses partenaires à renforcer les capacités des pays de se servir de ces mesures par le biais d'activités pilotes.

14. Le Comité souhaitera peut-être encourager les pays à:

- reconnaître la contribution des feux de végétation aux émissions de gaz à effet de serre et l'importance d'inclure la gestion de ces événements dans les programmes REDD-plus;
- incorporer la gestion des feux de végétation dans des politiques, une planification et des pratiques plus larges relatives à l'utilisation durable des terres et aux paysages;
- contribuer au fonds fiduciaire existant, dont l'objectif primordial est d'aider les pays en développement à appliquer les principes et les actions stratégiques des Directives volontaires sur la lutte raisonnée contre les feux d'espaces naturels.

15. Le Comité souhaitera peut-être demander à la FAO de réviser les directives volontaires de lutte raisonnée contre les feux d'espaces naturels à la lumière du changement climatique et de REDD-plus, en cohérence avec des approches plus larges relatives à la gestion des paysages.